

## EDITORIAL

Man entkommt ihm ja nicht so einfach ... Im Konsumtrubel fällt es vielen zunehmend schwer, Weihnachten als wahrhaftiges Fest der Liebe und Besinnung zu erleben. Auch der religiöse Hintergrund ist unter vielen Tannenbäumen nur noch eine fromme Folie. Darüber kann man kulturpessimistisch reflektieren - wie gefährdet die Vermittlung von Werten ist und ein authentisches Gefühl zwischenmenschlicher Geborgenheit und Zuwendung unterzugehen droht, wenn der Druck im täglichen Countdown steigt, noch passende Geschenke für seine Liebsten zu finden (und so weiter). Aber das würde Sie, liebe Solidarsparerinnen und -sparer wohl eher langweilen. Nachdenklich macht jedoch, wie sehr der Kaufdruck auch reflektierte Menschen nicht unberührt lässt.

Wenn man sich dem schon nicht entziehen kann, so wäre eine Alternative zur Totalverweigerung vielleicht, einfach in die Offensive zu gehen! Es ist ja nicht per se negativ, sich ab und zu einem gewissen Konsumrausch hinzugeben. Die Frage ist eher, wie man das gestaltet. Das Blingbling der Werbekampagnen der Multikonzerne kann man ja guten Gewissens einfach ignorieren. Es geht ja schließlich auch anders: Weihnachten kann in Zeiten des Kopenhagener Klimagipfels einfach einmal weitestgehend nachhaltig gestaltet werden! Die Idee, einen Tannenbaum mit Wurzelballen zu kaufen und im Frühjahr einzupflanzen, ist ja schon alt. Was könnte einen konsequent nachhaltigen Weihnachtseinkäufer sonst noch ausmachen?

Er würde energiesparende Elektronikartikel und Haushaltsgeräte kaufen, ökologische und fair gehandelte Lebensmittel bevorzugen und Marken boykottieren, die es mit dem Wohl ihrer MitarbeiterInnen und der Umwelt nachweislich nicht sehr genau nehmen. Im Geschenkmoment Dezember können Ökokonsumenten zudem Produkte wählen, bei denen nicht nur der Nutzen ideeller Natur ist, sondern auch die Herstellung mit Verantwortung erfolgt. Nachhaltig schenken ist gar nicht so schwer. Allein bei den etika-Partnern lassen sich Ideen in Hülle und Fülle finden (siehe Seite 2).

Fehlt noch eine Idee für den Enkel oder die Oma? Wie wäre es mit einem alternativen Sparkonto? Oh, jetzt habe ich mich aber gehörig gehen lassen! Man kann sich dem Werbetrubel ja kaum entziehen ...

Pardon, sagt Ekkehart Schmidt-Fink



Les métiers de la restauration constituent en bon tremplin de formation pour les personnes précaires souhaitant se réinsérer (Photo : ProActif)

## NOUVEAUX CRÉDITS

### PROACTIF SE LANCE DANS LA FORMATION PAR LA CUISINE

La crise frappe fort : Le nombre des chômeurs est passé de 10.441 en octobre 2008 à 14.062 en octobre 2009, soit 6% de la population active. Et la tendance à la hausse va continuer. L'Administration de l'Emploi (Adem) estime que le chiffre va franchir le cap de 7% en 2010. Il y a surtout les personnes sans qualification qui ont du mal à retrouver un travail. Dans cette situation l'association de réinsertion ProActif a.s.b.l a demandé et obtenu un crédit d'investissement de etika et de la BCEE pour bâtir une cuisine dans le contexte d'un projet de qualification. Le montant du crédit est de 510.000 euros, ce qui couvre tout l'investissement. La durée du prêt est de 10 ans.

L'association a été créée par le LCGB en 1998 dans le cadre des nouvelles politiques en faveur de l'emploi. Son objet social est l'encadrement, l'initiation et le soutien des initiatives contre le chômage favorisant l'intégration de personnes précarisées (chômeurs de longue durée, personnes sans qualification) sur le marché de l'emploi. En étroite collaboration avec l'Adem, ProActif engage les demandeurs d'emploi sous contrat à durée déterminée, pendant une période maximale de deux années, afin de leur permettre de retrouver un environnement professionnel. « Au cours de leur passage auprès de notre association, ils sont accompagnés par du personnel encadrant socio-éducatif et technique. En assurant ce double suivi, nous visons à résoudre d'éventuels problèmes sociaux mais également à

les guider, orienter et à appuyer leur recherche d'emploi », explique Alain Lenertz, directeur de production chez ProActif.

Crise ou pas, la restauration reste un secteur où la demande de personnel qualifié est grande. Hormis les structures de restauration destinées à proposer des repas à

> suite à la page 2

page 1

**PROACTIF : CUISINE D'INSERTION**

page 2

**ECOPRÊT AVEC BONIFICATION ETIKA**

page 3

**UNE NOUVELLE ÉOLIENNE SUR LA COMMUNE DE WINCRANGE**

**HAUS VUN DER NATUR: ACHAT D'UNE CAMIONNETTE**

page 4

**RÉSUMÉE (EX)CHANGES**

**ZWEI GLÜCKLICHE GEWINNER BEI DER QUIZSHOW "WER WIRD VISIONÄR"**

page 5

**„(NE) PARLONS (SURTOUT PAS) DE L'ARGENT QUI FÂCHE“**

page 7

**DES ENGAGEMENTS POUR TOUS PAYANTS**

page 8

**DE FUTURS BANQUIERS FORMÉS À L'ISR**

**MICHAEL MOORE : UNE SALLE PLEINE**

**SPARKONTEN : STARKES PLUS**

prix modérés à un public en difficultés sociales, ou réalisés par des personnes handicapées, la cuisine de qualité élaborée par des personnes en insertion à destination du grand public n'existe pas au Luxembourg. Les nombreuses offres d'emploi non pourvues dans ce secteur démontrent qu'il y a un réel besoin en personnel. « En 2002, nous avons donc innové et mis en place pendant une phase test une cuisine sur un de nos sites d'activités avec un petit groupe de personnel qualifié et de demandeurs d'emploi », explique Alain Lenertz. Représentant une surface de 120 m<sup>2</sup>, elle occupe en moyenne six personnes et produit aujourd'hui environ 255 repas par jour. Ces repas sont fournis aux quatre crèches de l'association ainsi qu'à diverses maisons relais à travers le pays. Selon Alain Lenertz « cette expérience s'est révélée très positive car elle nous a permis de nous rapprocher du secteur de l'Horesca. Elle nous a surtout conduit à élaborer un concept de formation qui a trouvé un intérêt particulier auprès de l'Adem et des acteurs de ce secteur. »

L'objectif du projet est de guider les chômeurs, difficiles à placer, vers un emploi par la mise en œuvre de mesures d'encadrements et de formations sociales et techniques. Proactif crée des projets spécifiques pour occuper les bénéficiaires dans

des activités adaptées à leurs difficultés d'insertion. L'objectif social de la cuisine d'insertion est de pré-qualifier en continu des demandeurs d'emploi au poste de commis de cuisine (niveau CITP) ainsi qu'au poste de chauffeur livreur. Les plus motivés pourront poursuivre une formation qualifiante de niveau CITP au Lycée Technique de Bonnevoie.

L'objectif premier est de stabiliser les personnes en insertion afin de les aider à construire un projet professionnel réaliste. Avoir un emploi rémunéré va leur donner la possibilité de découvrir les métiers afférents à la cuisine. Le projet social amènera les personnes progressivement à se resocialiser et prendre confiance en elles. Les méthodes de travail acquises tout au long de leur parcours d'insertion pourront être mises en application dans d'autres établissements du secteur de la restauration. « Cette expérience acquise en cuisine sera le vecteur essentiel de l'intégration et de la citoyenneté, ainsi qu'un formidable outil de formation et d'insertion », résume Alain Lenertz. (esf)

**Contact**  
PROACTIF a.s.b.l.  
Dumontshaff B.P.67  
L-3801 Schifflange  
Tél : 26 54 50 150  
[www.proactif.lu](http://www.proactif.lu)

#### NOUVEAUX CRÉDITS

## INAUGURATION D'UNE MAISON PASSIVE ÉCOLOGIQUE



Une maison (en blanc sur la photo) à la fois passive et écologique (Photo : Albert Goedert)

L'architecte Albert Goedert a inauguré la première maison passive luxembourgeoise construite avec 100% de matériaux écologiques. Répondant aux critères stricts imposés par etika, il a bénéficié d'une réduction de taux substantielle pour son crédit grâce à un EcoPrêt logement lancé conjointement par la BCEE et etika. La maison que l'architecte de 46 ans vient d'inaugurer fin novembre, est spéciale à plus d'un titre. Elle se situe entre deux maisons au 10, Juck à Beckerich, dont l'une, qui date de 1880, appartient à sa famille. Des maisons passives qui ne consomment pas d'énergie fossile existent déjà au Luxembourg. Mais cette maison va plus loin : sa construction aussi est écologique. « C'est une construction en

bois qui n'utilise que des matériaux naturels », précise M. Goedert lors d'une conférence de presse qui a été organisée par etika. Cette maison d'habitation avec un garage passif est accolée à un logement séparé et a été parfaitement isolée avec de la cellulose, aérée en permanence sans perte de chaleur et chauffée grâce au biogaz et copeaux de bois de la centrale communale. Cela a non seulement permis à M. Goedert de « bénéficier de 16.000 euros de subside de l'Etat, mais également d'un taux bonifié par un éco-prêt de la BCEE par rapport aux taux pratiqués pour une construction standard » pour le financement, puis d'une réduction de taux supplémentaire proposée par etika et la BCEE dans le cadre d'un crédit de 100.000 euros remboursable sur 10 ans. L'investissement total pour la construction a été quant à lui de 300.000 euros.

M.Goedert a construit cette maison mitoyenne de 100 m<sup>2</sup>, comprenant un appartement de 70 m<sup>2</sup> qui est mis en location, pour un coût d'environ 2.800.- euros le mètre carré, « après déductions des différentes aides », précise l'architecte-propriétaire. « Pour une maison de ce type, le coût de construction n'est pas plus cher qu'en passant par un promoteur ». Les deux entités s'étaient bien trouvées : M. Goedert voulait montrer que ce type de construction est réalisable au Luxembourg et etika

## NACHHALTIG SCHENKEN

Sie wollen auch bei den Weihnachtseinkäufen nicht blind, sondern verantwortungsvoll handeln? Allein bei den etika-Partnern lassen sich Ideen in Hülle und Fülle für nachhaltige Geschenke finden: Stofftiere, Schals und Pullover von **Naturwelten**, fair gehandelte Kerzen und Kunsthandwerk aus einem **Drött Welt Buttek**, Kosmetikartikel und Bio-Schokolade von **Naturata**, Weihnachtsgebäck von der **Bäckerei Scott** (noch besser: selber backen, mit Rezepten aus dem Kochbuch „Natierech genießen“ des **Emweltzenter Lëtzebuerg**), Kaminholz vom Projekt „Valo-bois“ (**Co-labor**), das Comicbuch „Wolken über dem Reisfeld“ von **Transfair-Minka**, Radtour-Zubehör von **Velosophie** oder ein Jahres-Abo der Wochenzeitung **Woxx**. Und den Weihnachtsbraten bestellen wir bei der **Bio-Metzgerei Oswald**. Wenn jetzt immer noch eine Geschenkidee fehlt, erinnern wir an unser Alternatives Sparkonto. Nur so als Notlösung natürlich, statt eines Gutscheins. Ein Mindestbetrag (früher 625 Euro) muss heute nicht mehr eingezahlt werden. Das ist für die lieben Enkelchen eine schöne Alternative zum Knax-Konto. Und Sie können erklären, was mit dem Geld geschieht, wenn er es nicht gleich abhebt! Wenn Sie es bis zum 22. Dezember einrichten und uns Bescheid geben, können Sie dazu noch eine unserer schönen Elefantenspardosen unter den Baum legen! (esf)

que construire écologique ne coûte pas beaucoup plus. « Nombre de maisons passives sont construites ici par des Allemands, qui ont un vrai savoir-faire. Mais nous aussi nous pouvons le faire, il suffit de montrer aux artisans comment construire en passif », explique l'architecte. L'intérêt pour les habitants est de réaliser des économies d'énergie « mais aussi de valoriser leur maison quand ils veulent la revendre », d'autant que le passeport énergétique d'une classe élevée (A ou B) sera un vrai atout à la revente. (esf, jsz)

Les EcoPrêts Logement (resp. Energie) ont été lancés par etika et la BCEE fin 2008 pour soutenir la construction de bâtiments neufs (resp. la rénovation de logements anciens). Cette offre est devenue encore plus intéressante suite à la nouvelle réglementation du 20 avril 2009 sur les aides financières aux particuliers. Consulter le détail sur notre site : [www.etika.lu](http://www.etika.lu)

**Contact**  
Albert Goedert - Atelier d'Architecture Beng  
75 r. Emile Mayrisch  
L-4240 Esch-sur-Alzette  
Tél : 54 94 30  
Fax : 54 94 33  
[www.beng.lu](http://www.beng.lu)

## UNE NOUVELLE ÉOLIENNE SUR LA COMMUNE DE WINCRANGE

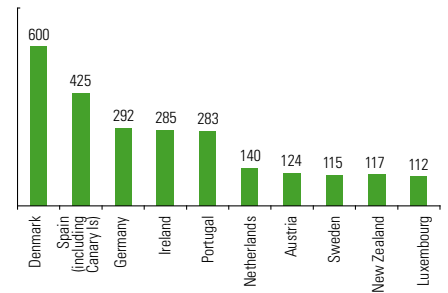


Parc d'éoliennes au Danemark, le pays pionnier dans cette technologie (Photo : christhegirl, licence creative commons)

Etika et la BCEE ont accordé un crédit de 1,3 million d'euros pour la société Haardwand. Ce crédit a pour objet la construction d'une éolienne d'une capacité de 800 KW sur la commune de Wincrange : le fabricant est le constructeur allemand ENERCON. Cette éolienne est d'une hauteur (soit le pilier) de 73 mètres avec un rotor d'un diamètre de 53 mètres, soit une hauteur totale qui va avoisiner les 100 mètres, l'équivalent d'un bâtiment de 28 étages. Etika et la BCEE avaient déjà soutenu la société Haardwand en 2004 pour la construction d'une éolienne de 600 MW sur la commune de Stockem. D'après le rapport annuel du Ministère de

l'environnement, le total des éoliennes en production au Luxembourg fin 2008 serait de 47 machines installées, avec une capacité de production totale de 55,9 MW : ceci correspond à la consommation annuelle de 19.000 ménages. etika et la BCEE ont participé au financement de 26 éoliennes sur les 47 actives fin 2008, représentant 67% de l'énergie éolienne totale produite sur le Luxembourg.

Cette nouvelle éolienne de 800 kW sera ajoutée à un ensemble de neuf machines sur la commune de Wincrange. La capacité de production totale de ces neuf machines sera de 16,6 MW, soit un bond de 27% de la production totale du Luxembourg. Il est intéressant de noter que toutes les éoliennes en production au Luxembourg sont issues de sociétés allemandes dont les plus importantes sont ENERCON et MICON. Ce détail n'est pas surprenant, car l'Allemagne est, avec le Danemark, très avancée dans ce secteur. D'après les données trouvées sur le site Windpower Monthly, qui recense les capacités de production globales des productions éoliennes par pays, le Luxembourg serait le neuvième pays européen en ce qui concerne la production d'énergie éolienne par tête d'habitant fin 2008. Et le dixième au niveau mondial (il n'y a que la Nouvelle Zélande qui fait mieux). Ce classement est honorable vu la surface du pays et la topologie de celui-ci : en effet une



Le Luxembourg est bien placé au niveau mondial pour le nombre de watts produits par l'énergie éolienne par tête d'habitant.

éolienne n'est efficace que sur des zones très venteuses, généralement surélevées par rapport à l'altitude moyenne d'un territoire, et dont le raccordement au réseau électrique doit être facile. Il convient aussi de respecter le lieu où celles-ci sont implantées pour ne pas occasionner de gêne ni aux riverains ni à la faune qui vit sur la zone d'implantation. Ceci explique la forte concentration des éoliennes sur quelques communes au Luxembourg. (jsz)

### Contact

Haardwand Sarl  
 Marc Reiners  
 Maison 10  
 L-9770 Rumelange  
 Tél : 621/190 868 / Fax : 99 47 54

## UNE CAMIONNETTE POUR L'ASBL HAUS VUN DER NATUR



Haus vun der Natur participe à l'entretien des forêts luxembourgeoises (Photo : HVDN)

Haus vun der Natur a reçu un crédit d'investissement pour financer l'achat d'une nouvelle camionnette. Elle servira à toutes les associations regroupées au sein de l'asbl pour promouvoir et réaliser leurs activités externes pour la protection de la nature et de l'environnement. Le crédit de 33.000 euros pour une durée de cinq ans a été accordé par etika et la BCEE en novembre 2009. L'asbl est active dans le conseil et l'information sur la préservation de l'environnement au Grand-Duché. Fondée en 1986 l'association a pu s'installer dans une vieille ferme appelée « Kräizhaff » à Kockelscheuer en 1994. Les six associations suivantes, membres de l'asbl d'Haus vun der Natur, yont trouvé leur siège: Fondation Hëllef fir d'Natur, Lëtzebuerger Natura Vulleschutzliga, Lëtzebuerger Natura Vulleschutzliga - Sektioun Stad, NATURA, A.A.T. Garten - und Teichfreunde Luxembourg et la Société des Naturalistes Luxembourgeois. Ces autres membres affiliés de l'asbl sont les Lëtzebuerger Naturfoto -

Frënn et la Vereenegung fir biologesche Landbau Lëtzebuerg. Ses associations se parageront la camionnette, ce qui facilitera le travail de promotion de leurs activités écologiques. En 1999 l'asbl a déjà obtenu un crédit d'investissement d'un montant de 146.341 euro pour la construction d'une annexe technique (durée : 15 ans). En 2002 l'asbl a reçu un deuxième crédit d'investissement pour une installation photovoltaïque de la maison (durée : 10 ans). En février 2009 l'asbl Haus vun der Natur a célébré le quinzième anniversaire du « Haus vun der Natur - Naturschutzzentrum Lëtzebuerg ». (esf)

### Kontakt

Haus vun der Natur,  
 5, route de Luxembourg,  
 L-1899 Kockelscheuer,  
 Tél : 29 04 04 -1/ Fax : 29 05 04  
 secretariat.commun@luxnatur.lu  
 www.haus-natur.lu

# MONEY (EX) CHANGES

## "WER WIRD VISIONÄR"



Extrait de l'exposition



Mike Mathias et Nicole Ikuku



Robert Garcia



Ekkehart Schmidt-Fink avec Sena Afeto



Peter Niggli (à droite) et John Christensen



Giovanni Acquati



Lucien Thiel, Marc Elvinger et Jean-Jacques Rommes



Il y avait du monde...

Fragen der Wirtschaft und der Finanzen werden oft als schwierige oder gar langweilige Themen erachtet. Dabei steht „das liebe Geld“ häufig im Mittelpunkt unserer alltäglichen Anstrengungen. Um diesen Themenkreis in einer spielerischen Weise zu vermitteln, hat etika am 1. und 22. Oktober zur Teilnahme am Spiel "Wer wird Visionär?" in die Carré Rotondes in Hollerich eingeladen. Dieses zugleich ernste aber witzig gestaltete Quiz entführte insgesamt 200 ZuschauerInnen in die Welt der Finanz - der ethisch korrekten und der weniger korrekten. Bei diesem abwechslungsreichen Live-Spektakel galt es spannende Fragen und musikalische Blind-Tests zu beantworten um jede Menge Geschenke zu gewinnen.

Bei der Premiere am 1. Oktober stellten sich Romain Schneider, Minister für Landwirtschaft, Serge Kollwelter, Präsident der ASTI, die Choreographin Sylvia Camarda und drei weitere Kandidaten den Fragen von Moderator Ekkehart Schmidt-Fink. Bei der zweiten Auflage versuchten sich Sänger und Schauspieler Serge Tonnar, der Journalist Jean-Michel Treinen und sechs weitere Kandidaten aus dem Publikum.

Aufregende Minuten gab es gleich zu Beginn der Premiere: Romain Schneider beharrte gleich bei der ersten - eigentlich „einfachen“ Frage, auf der falschen Antwort: Welche Unterschrift findet sich auf den Euro-Geldscheinen? Die von Dagobert Duck und Jean-Claude Juncker schloss er natürlich schnell aus. Aber zwischen dem Direktor der europäischen Zentralbank, Jean-Claude Trichet und einem der Gründerväter der europäischen Union, Robert Schumann fiel die Wahl schwer. „Es sieht einfacher vor dem Fernseher aus, als es in Wirklichkeit ist“, sagte er später. „Es hat aber Spaß gemacht“. Auch Serge Kollwelter gefiel es: „Es war lustig: Ernste Fragen in relaxer Atmosphäre. Es geht um eine andere Art und Weise, sich Fragen zu stellen“.

Das Quiz ist von der bekannten Show „Wer wird Millionär?“ inspiriert. Die Kandidat/innen hatten dabei die Möglichkeit, ein Präsent oder einen Gutschein eines etika-Partners auszuwählen und aufzuhören - oder weiterzuspielen.

Am 1. Oktober schaffte Nicole Ikuku, Koordinatorin der ASTM, es am späten Abend und als letzte Kandidatin, den Hauptgewinn abzuräumen. Am 22. Oktober war der Student Sena Afeto (Foto) der einzige glückliche Gewinner. (esf)

Parallel zur Ausstellung „COLORS OF MONEY“, die vom 4. Juli bis 1. November 2009 in den Carré Rotondes in Luxemburg gezeigt wurde (siehe etika info 30) gab es ein Dutzend Begleitveranstaltungen. Unter dem Motto „Money (ex) changes“ haben die Vereine ADA, ASTM, Attac Luxembourg und etika sowie die Initiativ Grondakommes Lëtzebuerg, die Compagnie la Tribouille, die Ligue d'improvisation luxembourgeoise, die Fondation Caritas und die Cinématèque im Oktober ein breites Programm rund um das Thema Geld zusammengestellt. Unsere Photos zeigen Eindrücke von den sechs Veranstaltungen, die etika organisiert hat.

# „(NE) PARLONS (SURTOUT PAS) DE L'ARGENT QUI FÂCHE“

Etika organisiert einen ersten Dialogversuch



Lucien Thiel argumentierte aus der Sicht von Wirtschaft und Regierung (Photo : esf)

Im Kontext des Begleitprogramms der Ausstellung COLORS OF MONEY hat etika am 27. Oktober eine Debatte unter dem Titel „(Ne) Parlons (surtout pas) de l'argent qui fâche“ in den CarréRotondes organisiert. Dabei sollten Vertreter der NGOs und der Banken natürlich über Geld reden. Konkret sollte über die weitgehend tabuisierte Frage, wie schmutzig ein Teil des über den Finanzplatz Luxemburg fließenden Geldes möglicherweise ist, ein erster Dialog begonnen werden. Im Vorfeld hatten Vertreter von Politik und Wirtschaft keinen rechten Willen gezeigt, sich kritischen Fragen zu gewissen Standortfaktoren zu stellen. Man war froh, dass sich der Finanzplatz in der Casa Steuerparadies gerade erst (scheinbar) weißgewaschen hatte - jedenfalls nach sehr zweifelhaften OECD-Kriterien.

## ZUM HINTERGRUND DER DEBATTE

Die Heftigkeit der Reaktion von Bankern und dann auch des Regierungschefs auf eine im Juli erschienene Studie, die der Cercle de Coopération des ONGD bei Rainer Falk in Auftrag gegeben hatte, vor allem aber die Tatsache, dass diese vom Cercle in voreilem Gehorsam wenig später zurückgezogen wurde, gab einigen Anlass zum Nachdenken. Die Studie „Zur Debatte um Steueroasen. Der Fall Luxemburg, Fragen aus entwicklungspolitischer Sicht“ hatte offenbar einen wunden Punkt getroffen bzw. zu viel Licht auf etwas im Schatten befindliches geworfen. Man musste sich fragen, ob da eine Leiche im Keller liegt, von deren Existenz weder die Presse, noch die Politik wissen möchte, obwohl sie längst einen unangenehmen Geruch verbreitet. Ironischerweise be-

scherzte der Rückzug der Studie eine noch höhere Aufmerksamkeit.

Defensiv formuliert: „Es muss die Frage erlaubt sein, ob die Bedeutung des Finanzplatzes für die nationale Wirtschaft derart groß ist, dass es (unabhängig davon, ob man ein gutes oder schlechtes Gewissen hat) nicht gestattet ist, über die externen wirtschaftlichen und sozialen Wirkungen von Finanztransaktionen zu sprechen - mit der Ausnahme der Mikrofinanz, der Philantropie und dem sozial verantwortlichen Investment“, dachte sich Marc Elvinger. Es scheint so, als sei es insbesondere „nicht erlaubt“, über die Problematik der Steuerflucht zu sprechen. Das Thema unterliege ganz offensichtlich einem Tabu - empfand nicht nur der etika-Mitbegründer. Er schlug unserem Verwaltungsrat daher vor, das Thema öffentlich zu diskutieren. Ihm lag es am Herzen, hatte er doch als damaliger ASTM-Mitarbeiter schon 1994 einen ersten Aufklärungsversuch unternommen. Hinter Tabuisierungen verbergen sich in der Regel Ängste - nicht nur vor Kontrollverlust und dem Aufzeigen von Schuld, sondern in diesem Fall auch vor dem Verlust von Privilegien und letztlich vor allem vor dem Versiegen (legaler, aber ethisch illegitimer) Wohlstandsquellen.

Es gelang, zwei Monate nach Erscheinen der Studie profilierte Verteidiger und Kritiker des aktuellen status quo an einen Tisch zu bringen: Lucien Thiel (Abgeordneter und Mitglied der Finanz- und Haushaltskommission des Parlaments, Berichterstatter zum Staatshaushalt 2010), Richard Graf (Präsident der ASTM), Jean-Jacques Rommes (Direktor des Bankenverbands ABBL) und Axel de Ville (geschäftsführender Di-

rektor von ADA). Marc Elvinger übernahm als beiderseits respektierter Jurist die Moderation.

Als Ausgangsfragen dieser ersten Debatte zum Thema, die es bislang zwischen Vertretern von Politik, Wirtschaft und Zivilgesellschaft gab, formulierte er: „Zu einer Reihe von Themen beginnt sich ein echter Dialog und zuweilen auch eine gute Kooperation zwischen beiden Welten - dem Finanzsektor und sozial engagierten Institutionen - zu entwickeln, die sich früher eher gegenseitig ignoriert haben. Es fragt sich allerdings, ob der Preis, der seitens letzterer für entsprechende Synergien zu bezahlen ist, eine Art Stillhalteabkommen bezüglich schwieriger bzw. Problemeerzeugender Praktiken sein kann. Anders gefragt: Erfordert es der staatsbürgerliche Patriotismus angesichts aktueller Verbalangriffe aus dem Ausland, im Inneren einen Schulterschluss zu praktizieren, selbst wenn das zum Preis der Freiheit der Meinungsäußerung geschieht? Noch grundsätzlicher gefragt: Verpflichtet uns die totale Abhängigkeit vom Finanzgeschäft und die Gefahr des wirtschaftlichen Absturzes, keine kritischen Fragen zu eventuellen Auswüchsen unserer Wohlstandsbasis mehr zu stellen?“

## REDEN UM DEN FALSCHEN BREI

„Dialogue de sourds“ titelte der *Jeudi* anschließend in einer ausführlichen Nachbesprechung, darauf anspielend, dass man sich bei diesem Dialogversuch nicht wirklich gegenseitig zuhören wollte. Tatsächlich lag es wohl vor allem daran, dass die Vertreter der Finanzwelt sehr offensiv und eloquent um den heißen Brei herum redeten. Wenngleich Lucien Thiel aus Sicht der Politik sprechen sollte, assistierte er Jean-Jacques Rommes, seinem Nachfolger als ABBL-Direktor, in dessen Argumentation. Geschickt pickten sie Punkte heraus, bei denen ihre Gegenüber unscharf argumentierten. So wurden Fehler und Unschärfen der inkriminierten Studie, obwohl diese ausdrücklich nicht erneut thematisiert werden sollte, erneut in den Mittelpunkt gestellt. Richard Graf fand sich in eine Verteidigungshaltung gedrängt, aus der er sich nur selten - dann aber mit treffenden Spitzen - befreien konnte. Der durch Jean-Claude Juncker in ungewöhnlicher Schärfe in seiner Regierungserklärung indirekt übergestülpte Maulkorb (es sei doch fragwürdig, wenn die Akteure einer erfolgreichen Kooperationspolitik deren Finanzquellen attackieren) wirkte. An die Weisheit „Man beißt nicht die Hand, die einen füttert“ hielten sich freilich nicht nur Entwicklungs-NGOs, sondern auch die ähnlich von Subsidien abhängigen Zeitungen.



Es diskutierten (von links nach rechts) : Axel de ville (ADA), Lucien Thiel (CSV), Marc Elvinger (etika), Jean-Jacques Rommes (ABBL) und Richard Graf (ASTM)

Dies wissend erinnerte Lucien Thiel in einem viel zu lange ununterbrochenen fulminanten historischen Exkurs gleich zu Beginn daran, dass der Bankenplatz zu einem Zeitpunkt geboren wurde, als das Thema Steuern keinerlei Relevanz hatte. Vielmehr habe man zu einem Zeitpunkt vom Entstehen des europäischen Binnenmarktes profitiert, als es im Zuge der Stahlkrise wichtig wurde, Luxemburgs Abhängigkeit von rauchenden Schloten zu reduzieren. Die Chance habe man zu nutzen gewusst. Erst die Einführung der Quellensteuer in Deutschland habe in den 1990er-Jahren den Sektor wirklich beflügelt. Gemeinsam mit der Tendenz französischer multinationaler Firmen, ihre Bilanzen über Holdings in Luxemburg abzuwickeln - Strukturen, die hier freilich keinesfalls zur Vermeidung einer Doppelbesteuerung gestattet worden seien - habe sich dadurch ein gewisser „schlechter Ruf“ des Finanzplatzes entwickelt.

Dass dieser gerechtfertigt sein könnte thematisierte Thiel nicht. Stattdessen wiederholte er, dass Luxemburg dies keinesfalls bewusst so gestaltet habe. Wenngleich er augenzwinkernd keinen Hehl um die positiven Effekte für das Großherzogtum machte, gelang es ihm, der Diskussion die Sicht der Bankenwelt und der ökonomischen Staatsräson - von der schließlich alle vor Ort profitieren - vorzugeben. Wenn man seit damals von Steuerflüchtigen profitiere, dann aufgrund der Schuld der Regierungen der Nachbarstaaten, die unaufhörlich die Steuerlast verschärfen würden. „Von den Dummheiten der anderen haben wir allerdings gut gelebt“, gab er freimütig zu.

Sein Nachfolger Jean-Jacques Rommes unterstrich, dass das Bankgeheimnis weltweit - in 87 Ländern - verbreitet sei, was auch konform mit den Regeln der OECD sei. Direkt oder indirekt formulierte er jedoch wiederholt, dass anderswo noch mehr Missbrauch möglich sei. Würde man EU-weit ein automatisches Informationssystem erzwingen, würde das Geld schnell abfließen, zum Beispiel nach Singapur. Er konnte sich sicher sein, dass sich dies im gut gefüllten

Saal niemand wünscht. Die beiden Protagonisten des Finanzplatzes betonten gleichwohl, dass dessen Erfolg keinesfalls auf dem Phänomen der - im Übrigen unbestrittenen - Steuerflucht beruhe, sondern auf der Qualität, Solidität und Flexibilität der Servicedienstleistungen. Was die Bedeutung des Zuflusses von Schwarzgeldern aus dem Süden angehe, könne er versichern, „dass wir nicht von Afrika träumen“. Und selbst wenn ein Teil des hier über das Private Banking und Investmentfonds verwalteten Vermögens aus solchen Quellen käme, würde man dessen Versiegen gar nicht merken. Mit dem Hinweis darauf, dass 85 Prozent der Kunden der hier ansässigen Banken Ausländer seien, bestätigte der oberste Bankenlobbyist letztlich, dass man hier vor allem steuerflüchtigem Geld aus der westlichen Hemisphäre einen vor dem Fiskus sicheren Hafen bietet.

Zuletzt münzte Lucien Thiel den Vorwurf, Luxemburg bereichere sich skrupellos auf dem Rücken von Steuerbehörden auch der Länder des Südens um in die Feststellung: „Ich habe heute gelernt, dass die NGOs Hehler sind, da sie mit dem schmutzigen Geld des Staates handeln“. Für die im Süden aktiven NGOs sind andere Fragen von Bedeutung: Die Entwicklung dieser Länder hängt stark von ihrer Fähigkeit ab, ein nachhaltiges System der öffentlichen Finanzen zu etablieren. Die Kapitalflucht und die Möglichkeiten für multinationale Unternehmen, sich fast vollständig jeglicher Steuerpflicht zu entziehen - insbesondere durch secrecy jurisdictions wie der hiesigen - hindere sie an der Entwicklung, wurde eingewendet. Man gebe ihnen daher in Entwicklungsprojekten „nur das zurück, was man ihnen vorher gestohlen hat“, konterte Richard Graf.

### PROFITEURE WIDER WILLEN?

Tatsächlich fällt es auch unabhängigen Ökonomen und Juristen schwer, einzuschätzen, welche Wirkung der Finanzplatz für die Verschleierung ethisch illegitimer Geldflüsse sowie die legale Umgehung von Steuerpflichten hat. Eine wenige Tage

nach der Debatte veröffentlichte Studie des Tax Justice Networks hat jedenfalls die luxemburgische Gesetzgebung anhand einer Reihe von Indikatoren als diejenige benannt, die - mit derjenigen der Schweiz und des US-Bundesstaats Delaware - Firmen wie Chiquita am umfangreichsten Möglichkeiten bietet, unsichtbar und unkontrolliert globale Geschäfte in einer Weise zu tätigen, dass fast keine Steuern zu zahlen sind. Damit ist zumindest die Möglichkeit gegeben, dass hier auch kriminelle Operationen getätigt werden können.

Die Frage, ob diese Strukturen absichtsvoll dafür geschaffen wurden oder ob sich gewisse Akteure dies nur zu Nutze machen, scheint ähnlich bedeutsam oder irrelevant wie die Frage wer zuerst war: Huhn oder Ei. In einer Demokratie sollte man an sich nicht die Augen davor verschließen, dass diese Möglichkeiten auch genutzt werden, fand Marc Elvinger. Dagegen hob Jean-Jacques Rommes darauf ab, dass interessierte Kreise von außen und nun auch von innen „unsere Reputation“ zerstören wollten. Er sei zum Dialog bereit, aber der könne - in Anspielung auf die Studie - nicht damit beginnen, dass einem die Tür vor der Nase zugeschlagen werde. In einer grundsätzlichen Ausrichtung auf einen respektvollen Umgang resümierte Marc Elvinger: „Es gibt zwar keinen Anlass zu einer übersteigerten Euphorie, ich glaube aber, dass wir einen wichtigen ersten Schritt in Richtung auf einen echten Dialog gemacht haben. Sicherlich werden wir diesen in naher Zukunft fortsetzen, aber eher nicht vor großem Publikum, wenn wir schauen wollen, wie wir konkret weiter kommen können.“ (esf)

Il est important de noter que cette rencontre constitue le premier débat public à être organisé au Luxembourg. Les autres places financières pointées du doigt comme la Suisse ou dans une moindre mesure la Belgique ont abordé depuis longtemps ce sujet.

Vous trouverez ci-joint le lien vers les associations internationales qui traitent régulièrement de ces questions

Tax Justice Network : [www.taxjustice.net](http://www.taxjustice.net) Comme son nom l'indique, cette ONG d'origine britannique est spécialisée dans la question de la justice fiscale internationale.

La déclaration de Berne : [www.evb.ch/fr](http://www.evb.ch/fr) Ce regroupement d'ONG suisses trait entre autres des questions des flux de capitaux Sud-Nord.

Plate forme des Paradis fiscaux : [www.argentsale.org](http://www.argentsale.org) Ce regroupement d'ONG françaises milite pour une réglementation des places offshore dans le monde

Vous pouvez télécharger le fichier audio du débat intégral (en français) sur notre site internet (tapez le mot clé débat) ou directement sur le lien : <http://tinyurl.com/yejwj3q>

# DES ENGAGEMENTS PAYANTS POUR TOUS

Entretien du *Lëtzebuurger Journal* sur les investissements socialement responsables avec Jean-Sébastien Zippert, coordinateur pour etika



Revitalisation d'un moulin à eau à Bissen...

*Lëtzebuurger Journal* : Disposez-vous d'une estimation concernant le « marché » des investissements alternatifs dans le monde, en Europe et au Luxembourg ?

Jean-Sébastien Zippert : Il est souhaitable d'utiliser l'expression d'investissements socialement responsables - ISR ou SRI « Socially Responsible Investment » en anglais - à celle d'investissements alternatifs qui peut être confondue avec les placements spéculatifs de type hedgefunds. L'association Eurosif regroupant les principaux acteurs de l'ISR en Europe a publié la troisième édition de son enquête bi-annuelle en octobre 2008 sur la taille et les tendances du marché européen de l'ISR. Cette étude s'appuie sur les données des sociétés de gestion de treize pays européens. Le cumul des actifs sous gestion ISR est de 2.665 milliards d'euros d'encours. Les situations sont très différentes selon les pays et selon la nature des pratiques ISR. Eurosif distingue ainsi le Broad SRI, principalement basé sur des critères d'exclusion ou négatifs (pas d'investissement dans les entreprises actives dans l'armement par exemple) du Core SRI qui ajoute des critères d'inclusions aux critères d'exclusion. Le Core SRI représente un cinquième des encours totaux. Les investisseurs institutionnels constituent la majeure partie de la clientèle de ce type d'investissement, à l'exception de l'Italie où 90% de la clientèle est composée de particuliers. Les pays leaders en volume sont le Royaume Uni (1.000 milliards d'euros à lui seul, dont 90% en Broad SRI) et les Pays-Bas

qui ont légiféré pour favoriser ce type d'investissement. Au niveau mondial, ce sont les investissements basés sur les critères très larges (souvent exclusivement négatifs) qui sont dominants. Ceci permet à certains pays comme les Etats-Unis d'afficher que 12% de leurs actifs sous gestion sont des ISR contre 1% pour la France qui fait usage de critères plus stricts. Il n'existe pas à notre connaissance de statistiques sur le Luxembourg.

*LJ* : Comment cela a-t-il évolué au cours des dernières années. En volume ? Mais encore au niveau des produits qui sont proposés ?

J.-S. Z. : Par rapport aux données de la précédente enquête d'Eurosif (fin 2005), le marché européen de l'ISR a augmenté de 102% à panel comparable jusqu'en octobre 2008, soit une moyenne annuelle de +42%. En termes de produits, les fonds thématiques qui ciblent un secteur particulier de l'économie (par exemple : production d'énergies renouvelables) ont connu une nette percée ces trois dernières années.

*LJ* : La crise financière a-t-elle provoqué un changement de mentalité ? Les investisseurs se tournent-ils davantage à présent vers les produits alternatifs ?

J.-S. Z. : Etika et son partenaire la Spuerkeess (BCEE) se sont félicités d'un accroissement significatif de 18% en une seule année de nouveaux comptes Epargne Alternative ouverts depuis le mois d'octobre 2008. Les banques éthiques européennes ont également constaté une nette augmentation de leurs dépôts pendant la même période. Un sondage de TNS ILRES effectué en avril 2009 a confirmé cette tendance puisque 66% des sondés indiquent qu'ils accorderont plus de confiance aux banques qui sont transparentes sur le type d'investissement réalisé avec leur épargne.

*LJ* : Comment garantir que des investissements sont vraiment socialement responsables, écologiques etc...

J.-S. Z. : Les critères définissant un ISR ne sont pas fixés législativement, contrairement à ceux du label agriculture biologique qui correspond à un cahier des charges très précis. Cela dit il existe des standards internationaux dans ce domaine qui font autorité comme les principes de l'investissement social responsable soutenus par l'ONU. Etika milite pour que ces critères soient discutés démocratiquement et fassent l'objet d'une législation comme c'est le cas pour les Pays-Bas.

*LJ* : Placer son épargne dans des activités économiques qui respectent les êtres humains et l'environnement, c'est non seulement possible mais aussi rentable, lit-on sur le site d'etika. Sur quoi fondez-vous cette affirmation ?



...pour la production d'énergie renouvelable (photos : Magali Paulus)

J.-S. Z. : L'expérience d'etika et des ses équivalents en Europe a démontré sur la durée que l'investissement dans des activités produisant de la richesse sociale et environnementale en plus de la richesse financière était payante en terme de sécurité de placement. En fonction du véhicule d'investissement choisi et de l'engagement de l'investisseur qui peut décider de partager une partie des revenus de celui-ci avec une organisation sans but lucratif, le rendement peut varier mais il est souvent comparable aux investissements traditionnels que ce soit pour des produits de type compte d'épargne ou des produits de type OPC.

*LJ* : Pourriez-vous nous citer des projets concrets financés par des investissements alternatifs, au Luxembourg et ailleurs ?

J.-S. Z. : Les plus de 140 crédits alternatifs qui ont été accordés pendant les 13 dernières années par etika et la BCEE couvrent trois grands domaines : l'environnement par la production d'énergies renouvelables, le soutien à la production et la distribution de produits issus de l'agriculture biologique, l'action sociale via le soutien à la réinsertion de personnes précaires dans le monde du travail et l'international via le financement d'institutions de microfinance dans les pays en voie de développement. Nous soutenons également les initiatives originales comme l'entreprise Vélosophie qui organise des tournées en vélo au Luxembourg en promouvant des projets écologiques et sociaux.

Source : *Journal, Mëttwoch, den 28. Oktober 2009 - N° 208*

Nous vous rappelons que vous pouvez nous laisser votre adresse courriel pour que nous puissions vous informer de tous les événements que nous organisons : il suffit de nous envoyer un à [contact@etika.lu](mailto:contact@etika.lu) en indiquant comme sujet « Inscription liste ». Nous vous informerons alors de tous nos événements..

## UNE SALLE PLEINE POUR LE DERNIER DOCUMENTAIRE DE MICHAEL MOORE

Etika a organisé le mardi 24 novembre une séance spéciale consacré à Capitalism, A Love Story, le dernier documentaire de Michael Moore. Comme son nom l'indique, ce film a pour objet une critique radicale du capitalisme : il traite par exemple de comportements inacceptables comme le fait que certains employeurs américains souscrivent des assurances vie sur leur personnel, assurances qui leur font gagner beaucoup d'argent si l'un de leur salariées devait mourir au cours de son emploi. Mais cet appât du gain cynique ne nous aide pas à expliquer le fonctionnement du capitalisme. Le point fort du film réside en fait ailleurs, notamment dans une enquête menée tambour battant, enquête faisant la lumière sur la collusion très importante entre les personnes influentes des milieux financiers, les autorités de contrôle et de régulation chargées de les surveiller et les élus siégeant au Congrès et à la chambre des représentants. La soirée s'est conclue avec une discussion avec le public animée par Bernard Bayot, le directeur du Réseau Financement Alternatif, l'association équi-

valente d'etika de promotion de la finance sociale active en Wallonie. Bernard Bayot a élargi la situation américaine traitée par le film par celle de l'Europe : en effet même si le point de départ de la crise financière est incontestablement aux Etats-Unis, nos institutions financières n'ont pas pour autant de leçons de déontologie à donner à leurs homologues américaines. Le Réseau Financement Alternatif plaide comme etika pour une remise à plat du système financier international. Si le mot de régulation - qui était tabou il y a peu - est à nouveau présent dans les bouches de tous les politiques européens, on le retrouve bien plus rarement dans les actes, comme la dernière réunion du G20 nous a fourni la preuve.

Le *Wall Street Journal* a récemment publié que le total des boni versés par les banques de Wall Street à leur meilleurs éléments sera de 140 milliards de dollars cette année. Chiffre qui nous emmène à penser que le secteur financier devra se faire sévèrement encadrer si nous voulons éviter que la catastrophe se reproduise. (jsz)

### ACTIVITÉS DE ETIKA

## DE FUTURS BANQUIERS INITIÉS À L'INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

A la demande de Béatrice de Séverac, directrice d'étude du Master Banque Finance et Assurances etika a dispensé un cours d'introduction à l'ISR. Comme son nom l'indique ce Master, dispensé en cours du soir, a pour objet de donner à des salariés travaillant au Luxembourg et ne disposant pas de diplôme dans les métiers, une formation destinée à les faire intégrer le secteur financier. Il est le fruit d'une collaboration entre le Luxembourg Longlife Learning Center et l'Université Paris X. Nous nous réjouissons de cette première qui démontre un engagement du secteur de la formation pour nos idées. Il n'existe pas à ce jour de formation dédiée exclusivement à la formation de banquiers sociaux, mais les choses bougent également de ce côté : l'institut de la finance sociale organise chaque été un séminaire de cinq jours pour former des banquiers traditionnels à la prise en compte de facteurs

sociaux et environnementaux. L'institut a également ouvert un Master dédié à la finance sociale en collaboration avec l'université de Plymouth en Angleterre et celle d'Alanus en Allemagne. Cet institut est pour le moment uniquement soutenu par les grandes banques sociales européennes et quelques fondations : il serait temps que les autorités publiques et surtout d'autres universités européennes prennent ce type de formation en compte, car tant que l'immense majorité des formations bancaires en Europe ne dispensent qu'une seule façon d'aborder ce métier, l'influence de la finance sociale comme mode de gestion restera confidentielle. Comme le disait Mark Twain : « Si le seul outil que vous avez est un marteau, vous verrez tout problème comme un clou. »... (jsz)

Plus d'informations sur [www.social-banking.org](http://www.social-banking.org)

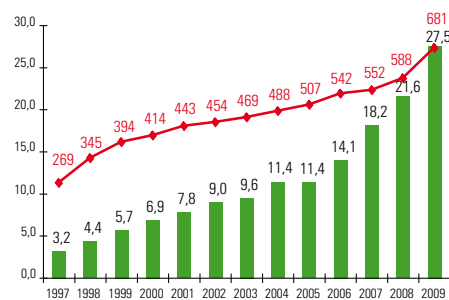
### CHIFFRES SUR LE MÉCANISME ÉPARGNE ALTERNATIVE

Comptes actifs à la date du 31.11.09	681
Montant total de l'épargne déposée au 31.07.09 (en millions d'euros)	27,5
Taux de conversion de l'épargne en crédit au 30.11.09	59,7%
Nombre de crédits ouverts au 30.09.09	94

### Impressum

Den etika-info ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont. **EDITEUR:** etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, [www.etika.lu](http://www.etika.lu), [contact@etika.lu](mailto:contact@etika.lu) **LAY-OUT** cropmark.lu **REDAKTION** Ekkehart Schmidt-Fink (esf) a Jean-Sébastien Zippert (jsz) **DROCK** Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange. Den etika info as op **recycliertem an 100% chlorfrei** gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.

## STARKES PLUS BEIM ALTERNATIVEN SPARKONTO



etika a constaté une augmentation très notable de ses dépôts depuis un an

Etika hat im vergangenen Jahr generell eine spürbar gestiegene Aufmerksamkeit für das Thema Ethik in der Finanz erlebt, mit viel Interesse am spezifischen Thema des sozial und ökologisch verantwortlichen Investments. Bei unserem Hauptprodukt, dem Alternativen Sparkonto, ist die Nachfrage so stark gestiegen wie seit dem Gründungsjahr 1996 nicht mehr. Im vergangenen Jahr (1. Oktober 2008 - 30. September 2009) ist es zu einem historisch starken Anstieg der Zahl der InhaberInnen eines alternativen Sparkontos sowie der deponierten Gelder gekommen. Die Zahl der SparkontoinhaberInnen stieg von 565 auf 658, das heißt ein Zuwachs um 93 (+16,5%).

Nehmen wir Oktober und November mit dazu, so gab es in 14 Monaten ein Plus von 116 Sparkontoinhabern auf heute 681 Kontoinhaber. Noch stärker war der Zuwachs der Summe des deponierten Geldes: Es wuchs von 21,1 Millionen Euro auf heute 29,3 Millionen Euro (incl. Einlage der BCEE). Der Zuwachs auf 27,3 Millionen Euro im Jahreszeitraum seit Ausbruch der Krise (1. Oktober 2008 - 30. September 2009) betrug 6,2 Millionen Euro (+ 29%).

Es gibt hierfür sicherlich einen Ursachen-Mix: Zum einen hat die Krise viele SparerInnen verunsichert und sie haben ihr Geld auf sicheren Konten bei der Spuerkeess platzieren wollen. In diesen Fällen kann es natürlich sein, dass dieser Trend nicht nachhaltig bleibt, wenn erst einmal Business as usual einkehrt. „Es gibt aber auch sehr viele Menschen, die sich wegen der Krise informiert und sehr bewusst für eine verantwortliche Geldanlage entschieden haben. Sie wollen wissen, was mit ihrem Geld passiert“, freut sich Etika-Präsidentin Magali Paulus. Nicht zuletzt sind wir aber auch durch viele Pressetexte und verstärkte Öffentlichkeitsarbeit sichtbarer geworden. (esf)